

Vos questions / nos réponses

jugement trafic de cannabis

Par [Profil supprimé](#) Postée le 08/11/2012 14:33

Bonjour,

mon fils de 15 ans est convoqué devant le juge des enfants pour consommation et trafic de cannabis au collège en juin dernier. Que risque-t-il ?

Il est maintenant apprenti et semble motivé par ce changement de vie.

Mais je sais qu'il consomme encore du cannabis, et la discussion entre nous à ce sujet est très difficile, voire impossible.

J'ai besoin d'aide et lui aussi. Est-ce que je peux demander au juge un suivi par un éducateur, en en parlant d'abord avec mon fils ? ou une obligation de se soigner ?

Où dois-je m'en occuper toute seule ? Et tenter de renouer le dialogue ?

J'ai rendez-vous demain avec une éducatrice pour établir un recueil de renseignements. Dois-je être honnête avec elle et lui faire part de mes doutes ?

Merci

Mise en ligne le 12/11/2012

Bonjour,

Une personne impliquée dans un trafic de stupéfiant encourt une peine allant de 5 à 30 ans de prison et une amende de 75 000 à 7 500 000 euros selon le degré d'implication dans le trafic. Vous trouverez des précisions en consultant [cette page](#) du site de la MILDT (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et la Toxicomanie).

Cependant, comme votre fils est mineur, l'application de la peine devra également respecter le code pénal concernant les mineurs de plus de treize ans dont l'article 122-8 du code pénal fait référence.

Concernant votre fils, le juge peut proposer plusieurs mesures telles que des mesures éducatives (dispense de peine, mise sous protection judiciaire...), des mesures visant réparation (réparation des dommages, travaux

d'intérêt généraux) et enfin la peine d'emprisonnement dans un établissement spécialisé pour mineurs. La peine d'emprisonnement si elle est prononcée, ne peut dépasser la moitié de la peine encourue par une personne majeure dans la même situation.

Si vous souhaitez des précisions, vous pouvez consulter [cette page](#) du site du Sénat.

Nous ignorons précisément de quels doutes vous parlez et nous ne saurions vous conseiller concernant les meilleures démarches à accomplir au niveau juridique.

Si l'échange et le contrôle des actes de votre fils deviennent impossibles, la prise en compte de la situation par un juge peut-être une aubaine, puisque cela vous permettrait d'avoir un renfort éducatif pour l'accompagner jusqu'à sa majorité.

L'objectif de chaque acteur devrait être d'offrir un cadre le plus structurant possible à votre fils et de l'aider à surmonter son éventuel mal-être.

Si votre fils, ne souhaite pas arrêter sa consommation ou vous en parler, sachez que vous n'êtes pas seule. Outre le juge et éventuellement un éducateur, des psychologues pourraient vous aider vous et/ou votre fils.

Vous pourriez en effet trouver un soutien, une écoute et des conseils pour gérer cette épreuve. Et votre fils pourrait trouver un interlocuteur extérieur à la famille qui pourrait l'aider à gérer son mal être.

Vous pourrez trouver des consultations anonymes et gratuites de psychologues dans les CMPP (Centres Médico-Psycho-Pédagogiques pour les mineurs) ou dans un CMP (Centre Médico-Pédagogique pour majeurs). Les PAEJ (Point Accueil Ecoute Jeunes) proposent aussi un soutien aux jeunes en difficulté et aux parents. Les consultations dans ces structures sont anonymes et gratuites.

Bien cordialement.
